

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
**06606 ANTIBES CEDEX**

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
<b>75</b>	<b>50</b>	<b>25</b>

N° de la séance : 15

Objet de la délibération : Environnement  
Energie - Education à l'environnement et  
au paysage - Convention de partenariat  
avec l'Etablissement Public Local  
d'Enseignement et de Formation  
Professionnelle Agricole

<div>Original</div> <div>Expédition certifiée conforme à l'original</div> <div>Pour le Président, Le Directeur Général des Services</div> <div>Stéphane PINTRE</div>
--

N° Enregistrement : CC.2016.174

Date de la convocation : <b>Le 13/12/2016</b>
<b>Certifié exécutoire compte tenu</b>
de l'affichage <b>23 DEC. 2016</b> en date du
de la réception s/Préfecture en date du <b>28 DEC. 2016</b>
Pour le Président, Le Directeur Général des Services
 Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 19 décembre 2016**

L'an deux mil seize et le 19 décembre à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de décembre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, René TRASTOUR, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Cléa PUGNAIRE, Albert CALAMUSO, Yves DAHAN, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Michel VIANO, Christophe ETORE, Abderrazak SALOUH, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Laurent COLLIN, Eric PAUGET, Khéra BADAOU

**PROCURATIONS :**

Roger CRESP à Gilbert TAULANE, André-Luc SEITHER à Patrick DULBECCO, Marie BENASSAYAG à Albert CALAMUSO, Marina LONVIS à Angèle MURATORI, Eric DUPLAY à Nathalie DEPETRIS, Serge AMAR à Simone TORRES-FORET DODELIN, Martine BONNEAU à Christophe ETORE, Michel BERTRAND à Michelle SALUCKI, Valérie TIERAN-GNONI à Damien BAGARIA

**ABSENTS :**

Jean-Pierre MASCARELLI, Gilbert HUGUES, Claude BERENGER, Joseph VALETTE, Michel MAZUET, Claudine MAURY, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Anne-Marie DUMONT, Béatrice VIGNOLO, Martine SAVALLI, Barbara LANCE, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Déborah MINEI, Anne CHEVALIER, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Madame Khéra BADAOU**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.



## **Monsieur LUCA,**

La CASA a toujours affirmé un engagement fort, à travers son projet d'agglomération et sa charte pour l'environnement, en faveur du développement durable et plus particulièrement de l'éducation à l'environnement.

Depuis de nombreuses années, la CASA met en œuvre une politique de sensibilisation de sa population à l'environnement et au développement durable au travers la création et la diffusion de brochures d'information, mais également en étant présente sur une trentaine de manifestations communales chaque année pour aller au plus près des habitants afin de favoriser la culture environnementale de sa population.

Elle propose également des chantiers de formation sur différentes thématiques au grand public afin de les sensibiliser à la préservation de leur patrimoine mais aussi de leur environnement.

Pour sensibiliser les jeunes à ces problématiques, la CASA a développé depuis 2013 le projet « Activ' ta terre », programme d'éducation à l'environnement sous la forme d'un appel à projet auprès des établissements scolaires et centres de loisirs sans hébergements (CLSH).

Sur un autre registre, la CASA s'est également engagée dans une démarche de Plan paysage, approuvé par délibération n°CC.2016.088 du 27 juin 2016.

Par ailleurs, l'établissement public local d'enseignement et de formation professionnelle agricole (EPLEFPA) Vert d'Azur d'Antibes, est un établissement d'enseignement agricole qui assure une formation générale, technologique et professionnelle initiale et continue.

Il participe à l'animation et au développement des territoires tout en contribuant à l'insertion scolaire, sociale et professionnelle des jeunes, et des adultes.

L'EPLEFPA contribue aux activités de développement, d'expérimentation et d'innovations agricoles et peut ainsi faire bénéficier la CASA des dernières innovations et expérimentations dans ses domaines d'expertise.

Réciproquement, la CASA peut à son tour faire bénéficier de sa propre expertise, de sa connaissance du territoire et de sa vision prospective pour favoriser l'insertion des jeunes et ancrer localement la formation de ces futurs actifs sur son territoire, mais aussi des demandeurs d'emplois (chantiers d'insertion pilotés par la direction de la Cohésion Sociale de la CASA).

De plus, une collaboration dans le cadre de la mise en œuvre d'actions éducatives concrètes sur le territoire, dans les domaines d'actions de la CASA et de l'EPLEFPA, permettra à l'EPLEFPA de bénéficier du « réseau d'acteurs » de la CASA mais également la mise en application pratique des apports théoriques dispensés dans le cadre des formations.

Enfin, l'EPLEFPA pourra également contribuer à la création d'outils pédagogiques et de communication, à destination du grand public par l'apport de contenus techniques liés à leurs domaines d'expertise.

C'est pourquoi, la CASA et l'EPLEFPA souhaitent mettre en place un partenariat à travers une convention cadre, afin de mener en collaboration des actions d'éducation et de sensibilisation dans les domaines de l'environnement et du développement durable mais aussi des actions participatives et opérationnelles liées au programme d'actions du Plan de Paysage de la CASA.

Cette convention cadre sera précisée et complétée par des conventions d'application annuelles.

En conséquence, il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver la convention cadre de partenariat entre la CASA et le EPLEFPA, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à l'environnement et à la biodiversité à signer ladite convention, et les pièces afférentes à cette délibération,
- de prendre acte qu'une convention d'application annuelle de la convention cadre précisera de manière détaillée un programme d'actions et fera l'objet d'une délibération ultérieure.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver la convention cadre de partenariat entre la CASA et le EPLEFPA, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à l'environnement et à la biodiversité à signer ladite convention, et les pièces afférentes à cette délibération,
- de prendre acte qu'une convention d'application annuelle de la convention cadre précisera de manière détaillée un programme d'actions et fera l'objet d'une délibération ultérieure.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 19 décembre 2016  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,

  
Jean LEONETTI

**CONVENTION CADRE  
ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS (CASA)  
ET L'ETABLISSEMENT PUBLIC LOCAL D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION PROFESSIONNELLE  
AGRICOLE (EPLEFPA)**

**ENTRE D'UNE PART,**

La **Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis**, dont les bureaux sont situés au 449, Route des Crêtes BP 43, Les Genêts, 06901 SOPHIA ANTIPOLIS CEDEX,

Représentée par le Vice-Président Délégué à l'Environnement et à la Biodiversité, Monsieur Lionnel LUCA, autorisé à signer la présente convention par délibération du Conseil Communautaire en date du 19 décembre 2016.

Désignée ci-après « **la CASA** »

**ET D'AUTRE PART,**

**L'Etablissement Public Local d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricole**, dont le siège est situé 1285, avenue Jules Grec – BP 89 – 06602 ANTIBES,  
Représenté par son Directeur, Monsieur Jean-Claude BOUCAUD.

Désigné ci-après « **l'EPLEFPA** »

## PREAMBULE

**L'établissement public local d'enseignement et de formation professionnelle agricole (EPLEFPA) Vert d'Azur d'Antibes**, est un établissement d'enseignement agricole.

Il comprend plusieurs centres constitutifs :

- Un CFPPA (Centre de Formation Professionnelle et de Promotion Agricole) qui dispense de la formation par apprentissage (750 apprentis) et de la formation professionnelle continue (130 000 heures stagiaires adultes), dont le siège est situé 88 ch des Maures – 06600 ANTIBES;
- Un LEGTA (Lycée d'Enseignement Général et Technologique Agricole) qui dispense de la formation initiale scolaire (520 élèves), dont le siège est situé 1285 Av Jules Grec – BP89 – 06602 ANTIBES ;
- Une Exploitation agricole principalement tournée vers le maraichage, l'horticulture et l'arboriculture ;
- Un CFA RAP (Centre de Formation d'Apprentis Régional Agricole Public) qui est rattaché à l'EPLEFPA depuis le 1er janvier 2013. Il gère l'apprentissage sur les 12 Unités de Formation (UFA) ou sites sous-traitants de la Région PACA dont l'UFA d'Antibes.

Comme définies par le Livre VIII du Code rural, l'établissement remplit cinq missions :

- Il assure une formation générale, technologique et professionnelle initiale et continue ;
- Il participe à l'animation et au développement des territoires ;
- Il contribue à l'insertion scolaire, sociale et professionnelle des jeunes, et à l'insertion sociale et professionnelle des adultes ;
- Il contribue aux activités de développement, d'expérimentation et d'innovations agricoles ;
- Il participe à des actions de coopération internationale, notamment en favorisant les échanges et l'accueil d'élèves, apprentis, étudiants, stagiaires et enseignants.

Les formations dispensées dans l'établissement vont de la classe de troisième, à la formation supérieure dans les domaines de l'aménagement paysager, des productions végétales, de la gestion de l'eau, de l'activité équestre et du conseil-vente.

**La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA)** est une Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) comportant 24 communes et agissant dans ses domaines de compétences qui sont notamment : l'aménagement de l'espace communautaire, l'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire, la protection et la mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie, ainsi que les actions d'intérêt communautaire en matière culturelles ou éducatives, des actions en faveur de la valorisation du patrimoine, des espaces naturels et des espaces agricoles d'intérêt communautaire.

Dans ce cadrage institutionnel et afin d'aller plus loin dans le domaine du paysage, de l'agriculture de l'environnement et du développement durable, la CASA et l'EPLEFPA souhaitent engager un partenariat afin de mener en collaboration des actions d'éducation et de sensibilisation dans les domaines précités mais aussi des actions participatives et opérationnelles liées au programme d'actions du Plan de Paysage de la CASA.

## **IL A AINSI ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

### **Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet d'identifier les modalités de partenariat.  
Cette convention sera précisée et complétée par des conventions d'application annuelles.  
Les articles suivants détaillent les modalités de ce partenariat.

### **Article 2 : DUREE DE LA CONVENTION**

La convention prend effet à compter de sa signature pour une durée de 3 ans.  
A l'issue de cette période, elle pourra être renouvelée.

### **Article 3 : OBJECTIFS DU PARTENARIAT**

La CASA et l'EPLFPA souhaitent entreprendre un partenariat afin de :

- transmettre et échanger avec des lycéens, des apprentis, des étudiants qui sont au cœur des problématiques environnementales, agricoles, paysagères en apportant davantage d'expertise technique à la CASA. Ainsi, les programmes de la CASA (Plan Climat, Programme de Développement durable, Plan de Paysage, SCOT, ..) pourraient bénéficier des dernières innovations et expérimentations dans le domaine d'expertise de l'EPLFPA (espèces méditerranéennes, économe en eau, non invasives...).
- faire bénéficier aux étudiants de l'expertise de la CASA, de sa connaissance du territoire et de sa vision prospective pour favoriser l'insertion de ces jeunes et ancrer la formation de ces futurs actifs sur le territoire CASA.
- développer l'insertion économique et sociale au travers de chantiers d'insertion pilotés par la Direction de la Cohésion Sociale de la CASA.
- collaborer sur la mise en œuvre d'actions concrètes sur le territoire, dans les domaines d'actions de la CASA et de l'EPLFPA et valoriser cette synergie.
- valoriser le territoire communautaire au travers d'actions éducatives auprès d'étudiants et les ouvrir aux métiers de l'environnement, de l'agriculture et du paysage.
- permettre à l'EPLFPA de bénéficier du « réseau d'acteurs » de la CASA pour des apports pédagogiques mais également de sites et de projets, permettant la mise en application pratique de leurs apports théoriques dispensés au cours de leur formation.
- collaborer pour développer des outils pédagogiques dans les domaines précités à destination du grand public.

### **Article 4: DOMAINES DE COLLABORATION**

La CASA et l'EPLFPA souhaitent travailler ensemble sur :

- Des actions d'éducation et de sensibilisation dans les domaines de l'environnement, du cadre de vie et du développement durable menées par le Service Environnement de la CASA

- Des actions participatives et opérationnelles liées au programme d'actions du Plan de Paysage de la CASA adopté le 27 juin 2016, piloté par le Service Etudes Urbaines et Projets du Territoire de la CASA (SEUPT)

#### **Dans le cadre du Plan de Paysage CASA,**

- ***Les actions en lien avec la reconquête agricole*** auront pour objectif de développer une agriculture locale diversifiée s'appuyant sur des techniques de cultures expérimentales permettant une mise en application sur le terrain des apports théoriques dispensés dans le cadre des différents cursus. Ainsi, la CASA pourra s'appuyer sur l'expertise et le retour d'expérience de l'EPLFPA dans ces domaines mais également sur la possibilité de mise en lien avec des personnes formées pour devenir responsable d'exploitation agricole dans leur établissement.
- ***La sensibilisation du public au paysage*** menée dans le cadre d'***actions participatives***, sera déclinée selon trois volets :
  - un volet pédagogique (public scolaire et grand public), dans le cadre du dispositif Activ'la Terre de la CASA où des projets scolaires désignés par la CASA, feront l'objet d'un dispositif d'accompagnement de type « parrainage » par l'EPLFPA. Ces projets déboucheront sur des outils de restitution à destination du grand public
  - Un volet chantier participatif (grand public) coordonné par la CASA, à destination du public grand public, où l'EPLFPA collaborera sous la forme d'apports techniques et de conseils dans un cadre pédagogique.
  - Un volet évènementiel pour lequel, L'EPLFPA animera des stands de sensibilisation (pédagogique et information), couplé avec le stand environnement de la CASA. Ces stands seront organisés lors de journées festives organisées par la CASA et dans le cadre de manifestations communales. Réciproquement, la CASA pourra également être présente lors d'animations mises en place par l'EPLFPA.
- ***La préservation et la gestion des restanques et du patrimoine de pays*** se fera à l'occasion de « la création des parcs et jardins publics de restanques - acquisition, réaménagement » du Plan paysage et « la valorisation du patrimoine oléicole de la CASA » issue de la stratégie agricole.

La CASA, dans le cadre de projets de sensibilisation à vocation pédagogique, pourra mettre à disposition de EPLFPA, des sites permettant une mise en application concrète et ancrée sur notre territoire.

*Ces actions menées en lien avec les mairies et les différents acteurs professionnels engagés sur ces projets, seront menés en complément du dispositif de la direction de la Cohésion Sociale de la CASA.*

Par ailleurs, des outils de communication en lien avec les différents travaux pédagogiques de classes pourront être réalisés. Ces contenus pédagogiques et techniques pourront être réutilisés en terme de création d'outils de communication par la CASA.



**Dans le cadre des actions liées à l'Education, à l'Environnement et au Développement Durable, sont visées les actions suivantes :**

- ***actions pédagogiques et de formation dans le cadre de projets « Activ'ta Terre » ou autres dispositifs*** permettra au l'EPLFPA d'accompagner techniquement un projet et d'assurer la transmission de connaissances auprès d'une classe (parrainage)
- ***actions pédagogiques et de formation dans le cadre de projets innovants, à l'initiative d'associations, d'entreprises privées, ...***  
L'EPLFPA pourra de manière ponctuelle/occasionnelle, conseiller et accompagner techniquement les porteurs de projets dans le cadre de réunions préparatoires.

Enfin, il conviendra de préciser les engagements réciproques des deux acteurs, pour chacune des actions concernées dans une convention annuelle d'application délibérée par les instances communautaires.

#### **Article 5 : COMMUNICATION**

Les partenaires s'engagent pour toute campagne de communication, de sensibilisation, de valorisation, en lien avec toutes actions citées dans le précédent article à apposer leurs logos respectifs sur tous supports (affiches, livrets, guides....).

Dans le cadre de la ***création de nouveaux outils réalisés en collaboration*** :

L'EPLFPA mettra à disposition de la CASA, des contenus techniques et supports de communication en lien avec leur domaine d'expertise et avec les projets mis en œuvre dans le cadre de la convention, pour la création de supports pédagogiques ou de communication.

La CASA se chargera de la création (mise en page, édition et impression) de l'ensemble des supports qui seront à développer (Cf. article précédent) et de leur diffusion.

#### **Article 6 : DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Chaque partie de la présente conservera l'ensemble des droits de propriété intellectuelle sur ses propres logos, noms et marques, ainsi que sur ses propres outils, documents, services.

Il est ainsi précisé que l'utilisation des noms et logos de la CASA et de L'EPLFPA dans le cadre de la présente convention ne pourra se réaliser que sur des documents élaborés en commun par les parties concernées, et préalablement et expressément validés par ces mêmes parties.

#### **Article 7 : PERSONNES REFERENTES**

Les personnes référentes pour chacune des parties seront :

**Pour l'EPLFPA :**

- Pour le CFPPA : la Directrice adjointe - Formation continue et apprentissage - 04.92.91.02.33
- Pour le Lycée Horticole : le Directeur - 04.92.91.44.44



**Pour la CASA :**

- Pour le Service environnement : la chargée de mission sensibilisation animation environnement - 04 89 87 72 29
- Pour le Service Etudes urbaines et projets de territoire : la chargée de mission en lien avec le Plan de Paysage - 04.89.87.72.34

**ARTICLE 8 : COMITE TECHNIQUE DE SUIVI**

**8.1 Composition et modalités de fonctionnement**

Le comité technique de suivi est composé au moins d'une personne ressource de chaque structure (à minima), représentant chaque partenaire.

D'autres référents (professeurs, chargés de mission, techniciens, formateurs....) pourront être sollicités pour la mise en œuvre de certaines actions en fonction des actions inscrites à l'ordre du jour.

**8.2 : Rôle du comité technique de suivi**

Le comité technique a pour mission de permettre aux partenaires de participer et de suivre les différentes étapes liées aux actions.

Le comité de suivi se réunira à minima 3 fois par an (en début d'année, à mi-parcours et en fin d'année) et autant de fois que nécessaire à la bonne mise en œuvre des actions.

Par ailleurs, le comité technique devra suivre les modalités d'exécution défini dans l'article qui suit.

La date et le lieu du comité de suivi seront définis d'un commun accord.

**Article 9 : MODALITES D'EXECUTION**

Chaque année, le programme détaillé des actions, les missions respectives et le montant de la participation de la CASA sera défini dans une convention annuelle d'application.

**9.1 : Lancement des actions**

Pour chaque période scolaire, les partenaires identifieront :

- les actions à mener durant l'année,
- les interventions sur sites (visite du site pour observation, analyse, intervention à titre d'expérimentation...)
- les missions de chaque partie
- les modalités techniques
- le calendrier de l'année précisant : les différentes étapes venant mettre en œuvre l'action, les rendus/interventions, ...

**9.2 : Suivi des actions**

Les points d'étape seront effectués lors du comité de suivi.

Durant l'année scolaire, trois points d'étapes seront requis afin de faire le point sur l'état d'avancement de l'action et sa mise en œuvre.

D'autres points d'étapes pourront être requis et seront portés à la connaissance des partenaires et pourront solliciter d'autres personnes ressources.

### **9.3 : Rendu des actions**

En fin d'année scolaire, une présentation pour chaque action menée par L'EPLEFPA, sera effectuée via une visite sur site et/ou par le biais de supports de restitution : PPT, panneaux, vidéos... Cette présentation sera organisée en collaboration avec la CASA.

Le mois précédent la date anniversaire, le comité de suivi établira :

- le bilan des actions
- le programme pour l'année à venir en définissant les lieux et dates des actions à mettre en œuvre et en précisant les modalités d'application annuelle de la présente convention.
- s'il y a lieu, la nécessité d'un prolongement de l'action pour l'année suivante.

### **Article 10 : ASSURANCES**

L'EPLEFPA est assuré pour ses deux centres constitutifs pour les apprenants (via leurs inscriptions à une formation) et pour les stagiaires de la formation continue.

Le CFPPA est assuré pour tous les préjudices qui pourraient résulter de la mise en œuvre des actions de formation par une assurance responsabilité civile auprès de la MAIF n° ..... (présentée en annexe)

Le lycée horticole est assuré pour les préjudices que les élèves pourraient commettre sous le contrat de responsabilité civile auprès de la MAIF n° ..... (présentée en annexe).

Le CFPPA et le LEGTA s'engagent à respecter toutes les instructions données par Monsieur le Vice-Président délégué à l'environnement ou son représentant, notamment pour les consignes de sécurité habituelles ou relatives à un règlement particulier.

### **Article 11 : DISPOSITIONS FINANCIERES**

Une somme sera allouée au l'EPLEFPA pour participer aux frais de formation, déplacements.... liés à la mise en œuvre des différentes actions.

Le montant de cette participation sera défini dans la convention annuelle d'application et repartit entre chaque action dans le cadre de la convention annuelle d'application.

La réalisation des travaux préparatoires et l'acquisition des matériaux, matières premières, et fournitures.... nécessaires à la mise en œuvre d'une action reste à la charge de la commune ou du porteur de projet.

### **Article 12 : RESPONSABILITES**

La responsabilité de l'établissement ne pourra être engagée en cas de contestation dans la qualité des travaux et aménagements, mise en œuvre dans le cadre des supports pédagogiques.

Par ailleurs, les clauses habituelles de garanties de reprises des végétaux, annuelle, biennale et décennale sur ouvrages, ne s'appliquent pas à ces travaux d'aménagement pédagogiques.

La CASA se dégage la responsabilité liée à l'encadrement des jeunes qui restent sous la responsabilité du formateur ou de l'enseignant.

### **Article 13 – RESILIATION**

La présente Convention pourra être dénoncée par l'une des parties soit après accord entre les parties, soit à l'initiative de l'une d'entre elles et uniquement pour l'année scolaire suivante. Dans ce dernier cas, la dénonciation devra respecter un préavis motivé de trois mois.

Cette demande sera impérativement formalisée par l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception.

### **Article 14 - MODIFICATION**

Toute modification de la présente Convention doit être entérinée par un avenant signé des deux parties.

### **Article 15 - DIFFERENTS ET LITIGES**

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable. Si néanmoins le désaccord persiste, le litige relèvera alors de la compétence du Tribunal Administratif de Nice.

Fait à ..... , le .....

Monsieur Lionnel LUCA,  
Vice-Président délégué à l'Environnement  
et à la Biodiversité

Monsieur Jean-Claude BOUCAUD  
Directeur de l'EPLFPA d'Antibes

**AR receptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 19/12/2016  
Numéro : CC\_2016\_174  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Education à l'environnement et au paysage - Convention de partenariat avec l'Etablissement Public Local d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricole  
Matière : 8.8 - Environnement  
**Interlocuteur**  
Nom : LE GRATIET Véronique

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : SPbNYIa

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 28/12/2016  
Identifiant : 006-240600585-20161219-CC\_2016\_174-DE

**Acte reçu**

Date : 19/12/2016  
Numéro interne : CC\_2016\_174  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 8  
Objet : Education ? l'environnement et au paysage - Convention de partenariat avec l'Etablissement Public Local d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricole  
Classification utilisée : 01/04/2004  
Document : 006-240600585-20161219-CC\_2016\_174-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 1  
006-240600585-20161219-CC\_2016\_174-DE-1-1\_2.PDF